

MINISTERE DE LA DECENTRALISATION  
ET DE LA REFORME DE L'ETAT

\*\*\*\*\*

GOUVERNORAT DU DISTRICT DE BAMAKO

\*\*\*\*\*

Mairie de la Commune V

REPUBLIQUE DU MALI

\*\*\*\* \*

Un Peuple – Un But – Une Foi

# PROGRAMME DE DEVELOPPMENT ECONOMIQUE SOCIAL ET CULTUREL 2016 – 2020

Avril 2016

## SOMMAIRE

### Résumé PDESC 2016-2020

Introduction/Contexte .....	2
I Méthodologie .....	2-3
II Situation de la commune : limites.....	4
Climat :.....	5
III Population : caractéristiques- évolution.....	5-6
IV Associations apolitiques .....	6-14
V Le paysage politique.....	15
VI Les ressources humaines de la Mairie.....	15-16
6.1 Les fonctionnaires de la Mairie.....	15
6.2 Les agents conventionnaires.....	16
6.3 Les fonctionnaires de l'Etat mis à la disposition de la Mairie.....	16
VII Les finances locales.....	16-
Les ressources financières propres.....	16-17
Les subventions.....	17
VIII La vision et les orientations de la commune.....	18
Objectifs de développement.....	18-19
IX La planification quinquennale.....	20-33
X Le budget du programme de développement de développement économique, social et culturel 2016- 2020.....	34
XI Le financement du programme de développement de développement économique, social et culturel 2016- 2020.....	3
5	
XII Le plan d'action annuel 2016.....	
XII Conclusion/recommandations	

## Liste des sigles et abréviations

AGIDE	Association pour le Gouvernance et les Initiatives de Développement
ACA	Association Conseil pour l'Action
ACI	Agence de Cession Immobilière
AN	Assemblée Nationale
ASACO	Association de Santé Communautaire
BNDA	Banque Nationale de Développement Agricole
CAN	Coupe d'Afrique des Nations
CAP	Centre d'Animation Pédagogique
CDQ	Comité de Développement du Quartier
CED	Centre D'Etude pour le Développement
CMLN	Comité Militaire de Libération Nationale
COPIDUC/AEP	Comité de Pilotage des Déchets Urbain en Commune IV et Approvisionnement en Eau Potable
CPC	Comité de Pilotage Communal
CSCOM	Centre de Santé Communautaire
CSREF	Centre de Santé de Référence
CT	Collectivité Territoriale
DC	Développement Communautaire
DEF	Diplôme d'Etude Fondamental
DGCT	Direction Générale des Collectivités Territoriales
DRPSIAP	Direction Régionale de la Planification de la statistique de l'Informatique, de l'Aménagement et de la population
ECOM	Ecole Communautaire
EDM	Energie du Mali
GIE	Groupement d'intérêt économique
JCCI	Journée de Concertation et Consultation intercommunautaire
IDA	Association Internationale de Développement
OCB	organisation communautaires de Base
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSC	Organisation de la Société Civile
OSP	Organisations socioprofessionnelles
OUA	Organisation de l'Unité Africaine
PDESC	Programme de Développement Economique Social et Culturel
PDI	Populations déplacées de l'intérieur
PPAAO	Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest
PRRE	Projet de Reconstruction et de Relance Economique du Mali
RAS	Rien A Signaler
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RM	République Du Mali
RN	Route Nationale

SARL	Société Anonyme à Responsabilité Limité
SDE	Service Déconcentré de l'Etat
TP	Travaux Publics
UCP	Unité de Coordination du Projet

## I Introduction/Contexte

La Loi n° 93-008 modifié, déterminant les conditions de la libre administration des collectivités territoriales confère aux Collectivités la mission de conception, de programmation et de mise en œuvre des actions de développement économique, social et culturel. C'est ainsi pour une périodicité de cinq (05) ans ; les Collectivités Territoriales (CT) doivent élaborer et mettre en œuvre un Programme de Développement, Economique, Social et Culturel (PDESC). L'élaboration et la mise en œuvre du PDESC demandent l'implication de tous les acteurs : élus, services techniques déconcentrés de l'Etat (SDE), organisation communautaires de Base / organisations socioprofessionnelles (OCB/OSP) société civile, les leaders communautaires, partenaires, etc.

Les collectivités Territoriales sont accompagnées dans cet exercice par le Gouvernement du Mali et ses partenaires. C'est ainsi que la commune V du District de Bamako a bénéficié de l'accompagnement du Projet de Reconstruction et de Relance Economique du Mali (PRRE) pour l'élaboration de son PDESC 2016-2020.

Le Projet PRRE vise principalement à réhabiliter les infrastructures de base et de rétablir les activités productives des communautés touchées par la crise au Nord.

Il est structuré en 5 composantes :

### Composante 1 : Réhabilitation des infrastructures publiques locales

Cette composante vise à réhabiliter les infrastructures publiques locales afin de permettre la reprise des services et de l'activité économique dans les régions du Mali touchées par la crise. La composante financera la réhabilitation et les équipements nécessaires pour le fonctionnement des écoles, des centres de santé, des systèmes d'eau et d'assainissement, des installations de transport et de commerce, de l'énergie et d'autres infrastructures publiques locales.

### Composante 2 : Appui aux Investissements Productifs

Cette Composante vise la restauration des activités économiques des ménages et organisations communautaires de base affectées par le conflit dans la Zone Cible et comprend deux sous composantes:

#### Sous-composante 2.1 – Restauration Immédiate des actifs de production des ménages

Cette sous-composante vise à réhabiliter les actifs productifs des ménages vulnérables ciblés dans les zones les plus touchées par la crise en (a) améliorant l'accès aux semences améliorées et à l'aliment bétail, et (b) recapitalisation du cheptel. Les activités de cette sous-composante viendront compléter les activités actuellement financées dans le Nord dans le cadre du Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO). Prenant en compte les interventions en cours du gouvernement et des bailleurs de fonds pour atténuer la crise, cette sous-composante prendra en charge l'achat de semences et d'aliment bétail pour distribution aux paysans/éleveurs pour améliorer la capacité de production alimentaire nationale. La recapitalisation du cheptel sera entreprise à travers la fourniture de kits d'élevage.

#### Sous-composante 2.2 – Activités productives collectives

Cette sous-composante vise le renforcement des investissements d'organisations communautaires de base cibles à travers, entre autres, (a) la construction ou la réhabilitation d'infrastructures desdites organisations pour les activités de production agricole, telles que les petits périmètres irrigués, les

installations de stockage, les petites unités de transformation; (b) la relance des activités d'élevage et de pêche desdites organisations, y compris la reconstitution du cheptel; (c) la fourniture d'appui identifié aux activités artisanales génératrices de revenus desdites organisations, y compris les petits commerces et les installations pour la fabrication de produits artisanaux.

### Composante 3 : Engagement Communautaire et Gouvernance Locale

Cette composante vise à renforcer les capacités institutionnelles des collectivités locales partenaires et l'engagement communautaire dans la planification, la priorisation et la supervision des activités de développement local.

### Composante 4 : Gestion, suivi et évaluation du projet

Cette composante appuiera la gestion du projet, y compris la coordination des activités, la communication, la passation des marchés, les fonctions de gestion financière et de sauvegarde, ainsi que le suivi et l'évaluation. La composante financera l'UCP pour assumer les responsabilités de gestion quotidienne du projet.

### Composante 5 : Intervention d'Urgence Eventuelle

Cette composante, connue sous le nom de Dispositif d'Intervention et de Réponse aux Urgences (CERC), sera disponible en cas de déclaration d'état d'urgence spécifique par le gouvernement, pour réorienter les ressources du projet non encore dépensées, cela à travers une restructuration appropriée du projet. Ces ressources seraient mises à disposition pour financer les activités identifiés pour faire face à la situation de crise / urgence désormais mise en priorité.

La maîtrise d'ouvrage déléguée du PRRE en commune V du district de Bamako est assurée par CARE International au Mali et l'accompagnement a été assuré par le groupement d'ONG AGIDE/ACA.

## **II Méthodologie**

L'équipe du Consultant après avoir reçu son mandat d'accompagnement en élaboration de PDESC, a rencontré et convenu avec les autorités de la commune V d'un plan de travail assorti d'un chronogramme et de responsabilités incombant à chacune des parties pour la réussite de la mission.

### **Mission de la Mairie :**

- La mise à disposition des textes indispensables pour l'élaboration du PDESC (délibération sur l'engagement de la Mairie à élaborer le PDESC 2016-2020, la mise en place du comité de pilotage de l'élaboration du PDESC)
- L'élaboration et la mise en œuvre d'un plan de communication pendant tout le processus ;
- La mise à disposition des services techniques pendant le processus
- La mise à disposition d'une salle de conférence pour les ateliers
- La mobilisation des communautés lors des différents enquêtes et rencontres

### **Mission du groupement AGIDE/ACA**

L'élaboration de l'outil méthodologie du processus

L'accompagnement dans le processus d'élaboration et de mise en œuvre du plan de communication

L'organisation des rencontres périodiques avec le comité de pilotage sur le niveau d'exécution

La réalisation de diagnostics dans les quartiers, les services techniques de l'Etat et de la mairie ;

L'animation des différents ateliers dans le cadre du processus.

Au terme du processus, les documents précédents le PDESC et celui présent du PDESC ont été produits.

Grâce à ce cadre de travail, convenu, le document du PDESC a été élaboré avec l'appui de tous les acteurs de la commune. Les documents ainsi produits sont :

- le plan de communication ;
- le bilan du PDESC précédent 2010-2014 ;
- l'établissement de la situation de référence de la commune
- la définition de la vision, des orientations et les objectifs
- la planification des activités dans le temps et dans l'espace.

### III Brève Présentation de la commune

La commune V est créée par l'ordonnance n°78-34/CMLNdu18 août 1978 ; elle couvre une superficie de 41km<sup>2</sup> et comprend huit (8) quartiers administratifs dont quatre (4) sont lotis et viabilisés (Quartier Mali, Badalabougou, Torokorobougou, et Sema 1) trois (3) lotis mais non viabilisés (Daoudabougou, Sabalibougou, KalabanCoura) et un (1) partiellement loti et viabilisé (Baco-Djicoroni). Il existe un centre principal d'état civil et cinq (05) centres secondaires d'état civil.

Elle est limitée :

A l'est par le cours du marigot Sogoniko, du lit du fleuve Niger jusqu'au pont des Martyrs de longitude 7° 8' 50" Ouest et de latitude 19° 33' 23" Nord.

De ce pont une ligne droite d'orientation Sud- Ouest passant à 150m à l'Ouest des installations de l'aéroport de Sénou et aboutissant à l'extrême Sud du District.

Au Nord et au Nord - Ouest par la portion du fleuve Niger comprise entre la limite Est et la limite Sud du District où lui laisse les Ils n°8,9, 10, 11, 12, 14, 17, 18, et 19

Au Sud - Ouest par la portion de la limite Sud du District comprise entre le fleuve NIGER et la limite Est de la commune II.

#### 3.1 Climat

La Commune V comme tout le District de Bamako, est caractérisée par une saison sèche allant de novembre à Avril et une saison pluvieuse (l'hivernage) de mai à octobre avec la plus forte pluviométrie en août.

La pluviométrie annuelle varie de 722mm à 1500mm avec une moyenne annuelle de 1100mm.

La température moyenne annuelle est de 27.7°c avec des moyennes extrêmes de 34.7°c et 21°c ; soit une amplitude thermique de ....°C.

Au niveau des voies de communication et du transport, la commune V est traversée par la voie expresse, l'avenue OUA, la voie reliant l'échangeur du Quartier Mali à Kalaban - Coro, et d'autres voies goudronnées. La circulation est dense et pour peu moins sécuritaire, notamment au niveau des transports collectifs.

Les vents dans le District de Bamako sont généralement de la direction Sud- Ouest. Il existe deux types de vents :

- l'harmattan : vent chaud et sec soufflant pendant les mois de mars et avril et est orientée du orientée nord- est au sud ouest;
- la mousson : vent souffle pendant la période hivernale et est orienté du Sud – Ouest au Nord – Est.

#### III Caractéristiques de la population

Selon le recensement général de la population et de l'habitat de 2009, la commune V comptait **414 668** habitants dont 206 593 femmes soit 49,82%. A la même période, ce recensement a permis d'identifié 69 758 ménages et 39 225 concessions.

**Tableau de répartition de la population, ménages et concession.**

Nom du quartier	Situation de la population en 2009			Nombre de ménages	Nombre de concessions
	Nombre	Nombre de	Population		



	d'hommes	femmes	totale		
Bacodjicoroni	31382	30625	62008	10930	6902
Badalabougou	12822	12844	25666	4405	1857
Foulabougou Daoudabougou	45215	45730	90945	15826	7732
Garantiguibou	2010	1983	3993	711	414
Kalabancoura	37140	37278	74418	12135	7019
Quartier Mali	8658	8885	17543	2690	1188
Quartier sema	2775	2973	5748	895	578
Sabalibougou	50234	47880	98114	16192	10597
Sema II	2236	2217	4452	842	787
Torokorobougou	15487	16176	31663	5107	2145
Population flottante	116	2	118	27	7
<b>Total Commune V</b>	<b>208075</b>	<b>206593</b>	<b>414668</b>	<b>69758</b>	<b>39225</b>

RGPH-2009

### 3.1 Situation de la population en 2014

En 2014 selon la DRSIAP, la commune comptait 593 297 habitants dont 296 815 hommes et 296 482 femmes.

Nom du quartier	Estimation de la population résidente en 2014		
	Nombre d'hommes	Nombre de femmes	Population totale
BACODJICORONI	59 793	59 815	119 608
BADALABOUGOU	14 730	15 410	30 140
BADALABOUGOU SEMA I	395	458	853
BADALABOUGOU SEMA II	1 476	1 515	2 990
DAOUDABOUGOU	56 643	55 876	112 519
KALABAN COURA	91 813	93 547	185 360
QUARTIER MALI	6 567	6 457	13 024
SABALIBOUGOU	52 373	50 138	102 511
TOROKOROBOUGOU	13 027	13 265	26 292
<b>Total Commune V</b>	<b>296 815</b>	<b>296 482</b>	<b>593 297</b>

Source DRSIAP, février 2016

### 3.2 Projection de la population en 2017

Selon les estimations de la DRSIAP, en 2016 la commune compte 685 629 dont 342 622 femmes soit 49,97% donc 50%. Selon les mêmes estimations de la DRSIAP, la commune comptera en 2017, 737 051 habitants dont 368 732 hommes et 368 318 femmes.

Nom du quartier	Estimation de la population résidente en 2016			Estimation de la population résidente en 2017		
	Nombre d'hommes	Nombre de femmes	Population totale	Nombre d'hommes	Nombre de femmes	Population totale

BACODJICORONI	69 098	69 124	138 222	74 280	74 309	148 589
BADALABOUGOU	17 022	17 808	34 830	18 298	19 144	37 442
BADALABOUGOU SEMA I	456	529	985	490	569	1 059
BADALABOUGOU SEMA II	1 706	1 750	3 456	1 833	1 882	3 715
DAOUDABOUGOU	65 458	64 572	130 030	70 367	69 415	139 782
KALABAN COURA	106 101	108 105	214 206	114 059	116 213	230 272
QUARTIER MALI	7 588	7 462	15 051	8 158	8 022	16 180
SABALIBOUGOU	60 524	57 941	118 464	65 063	62 286	127 349
TOROKOROBOUGOU	15 054	15 330	30 384	16 183	16 479	32 663
<b>Total Commune V</b>	<b>343 007</b>	<b>342 622</b>	<b>685 629</b>	<b>368 732</b>	<b>368 318</b>	<b>737 051</b>

Source DRSIAP du district de Bamako, février 2016

### 3.3 Evolution de la population

Le tableau suivant donne l'évolution de la population de la commune selon le sexe de 2017 à 2021 selon les estimations de la Direction régionale de la statistique, de l'informatique, de l'aménagement et de la population.

**TABLEAU EVOLUTIF DE LA POPULATION DE 2017 A 2021**

Année	Nombre d'hommes	Nombre de femme	Population total
2017	368 732	368 318	737 051
2018	396 387	395 942	792 330
2019	426 116	425 638	851 754
2020	458 075	457 561	915 636
2021	492 431	491 878	984 309

Source DRSIAP du district de Bamako, février 2016

## IV Les organisations :

Trois (3) types d'organisation ont été identifiés :

- Les associations apolitiques,
- les associations politiques ou artisanales,
- les entreprises

### 4.1 Les associations apolitiques GIE/ONG

Le diagnostic réalisé a permis de répertorier soixante dix huit (78) organisations souvent érigées en organisations on gouvernementales qui interviennent dans les domaines du développement rural, la santé, l'éducation, l'assainissement, la protection de l'environnement, la protection de la femme, de l'enfant et la gouvernance locale, la culture, le sport, les activités génératrices de revenu, la gouvernance locale. Ces différentes organisations ont pu créer des emplois pour la population juvénile et améliorer leurs services de proximité rendu à la population. Ces organisations occupent une place importante dan la répartition des richesses, la création d'emplois et la formation professionnelle des jeunes. Le tableau-ci-dessous fait ressortir leurs domaines d'intervention et les zones couvertes.

**Tableau des associations apolitiques**

N°	Sigle	Noms	Domaines d'intervention	Zones d'intervention/lieu
1	APDR	Association pour le progrès et le Développement	Elevage, Agriculture, environnement, Santé, Sport et Culture	Kaaban-coura
2	LP	Organisation de lutte contre la pollution	Protection de l'environnement	Daoudabougou
3	UDJ	Union pour le développement de la jeunesse des quartiers de la commune V	Gouvernance locale	Tous les 8 quartiers de la commune V
4	AJP	Association des jeunes pour le progrès	Education et Sport	Daoudabougou
5	APET	Association pour la promotion de l'éducation pour tous	Education	BacoDjicoroni ACI
6	AMEED	Association malienne pour l'éducation, l'environnement et le développement	Education et environnement	Kalaban-coura
7		Association Mme Djénéba MARIKO	Agriculture	BacoDjicoroni ACI Sud
8	ARS	Association espoir de Sabalibougou	Développement	Sabalibougou
9	AJRE	Association des jeunes ressortissants de Gonalala	Développement de la jeunesse	Torokorobougou
10		Association sportive benkadi	Sport	Sabalibougou
11		Association des commerçants détaillants du marché	Commerce	Sabalibougou
12		Association des jeunes de lutte contre le palu	Santé	Daoudabougou
13		Association des jeunes en faveur du développement communautaire « espoir.Com » »	Santé	Badalabougou Sema
14		Association Siguidadémè	Développement Socio-économique et culturel du quartier	Daoudabougou

15	AJAS	Association des jeunes pour l'assainissement	Hygiène et assainissement	Sabalibougou
16		Association pour la promotion des actions de développement	Genre et développement	Kalaban-coura
17	AJSDA	Association des jeunes de Sabalibougou pour le développement et l'assainissement	Développement et assainissement	Sabalibougou
18		Association pour l'assainissement et la lutte contre les insectes nuisibles	Hygiène - assainissement	Les 8 quartiers de la commune V
19	UJDERE	Union des jeunes pour le développement de kalaban Est et environ	Hygiène et assainissement	Kalaban-coura sud extension
20	AFTNI	Association des femmes talibés Noured-dine islam	Culture	Garantiguibougou
21	SOFACI	Association « solidarité des femmes de Djicoroni ACI	Gouvernance locale	Djicoronie ACI
22	RHPJ	Association pour soutenir l'éducation la formation la santé le sport l'environnement l'assainissement et la sécurité	Santé, Sport, Environnement, et l'éducation	Kalaban-coura extension sud
23		Association djigiya de sabalibougou	L'éducation et renforcement des capacités	Sabalibougou plateau
24	ANMS	Association Mogomagnie pour le renforcement du tissu sociale pour l'éducation civique, la citoyenneté et la formation aux valeurs sociale et culturelle	Gouvernance locale	Kalaban-coura
25	RCMP	Association des jeunes	Gouvernance locale	Badalabougou
26		Association danaya	Gouvernance locale	Sabalibougou

		des femmes		
27		Association de l'alliance en faveur des objectifs du millénaire pour le développement	Education pour tous et l'environnement	Kalaban-coura
28	AME	Association pour l'amélioration des conditions de vie de la femme	Assainissement, Education et la santé	torokorobougou
29	AFBAC	Association des femmes battantes mousotecirritton	Gouvernance locale	Bacodjicoronie
30	KSC	Association kalaban sport club	Sport	Kalaban-coura
31	ANAPR	Association des malades poly arthritiques	Santé	Kalaban-coura
32	JSA	Association des jeunes : Solidarité action	Sport	Sabalibougou
33	APRAFE	Association pour l'auto promotion de la femme	Gouvernance locale	Sabalibougou
34	AJIR	Association des jeunes pour l'intégration et la réinsertion	Gouvernance locale	Kalaban-coura
35	AJRPE	Association des jeunes de kalaban-coura pour la protection de l'environnement	Environnement	Kalaban-coura
36	AJACOD CV	Association des jeunes pour l'assainissement et le développement	Assainissement, santé, développement	Bacodjicoronie
37	ARCP	Association de lutte contre la pauvreté : établir entre les jeunes du Mali des relations d'amitié de solidarité et de fraternité	Gouvernance locale	Badalabougou
38	APALLCIN	Association pour l'assainissement et la lutte contre les insectes nuisibles	Hygiène assainissement	Kalaban-coura
39	MPIC	Association pour la promotion des	Gouvernance locale (Citoyenneté)	Kalaban-coura

		initiatives citoyennes		
40	ACPPD	Association des commerçants détaillants des pièces détachées et divers Djamadjigui	Formation, renforcement des capacités	Sabalibougou
41	AJDM	Association des jeunes pour le développement du Mali	Développement	Daoudabougou
42	AF	Association folokow	Développement	Kalaban-coura
43	APEDS	Association pour la protection de l'environnement et le développement sociale	Environnement et développement	Badalabougou SEMA I
44	AN	Association Niamoye (confiance)	Education alimentation hygiène et assainissement	Kalaban-coura ACI
45	ETM	ENDA TIERS – MONDE	Gouvernance locale (Droit de la femme et l'enfant)	Commune V
46	GSD	GIE SABADA Diéya	Hygiène assainissement	Sabalibougou
47		GIE Hairaicoura	Entretien gestion de par king, assainissement, travaux de reboisement, commerce général	Torokorobougou
48	GKT	GIE KaniaTIEGUE	Assainissement désinsectisation, dératisation, aménagement d'espace de loisirs, espace vert	Baco-djicoroni ACI Extension
49	GSS	GIE SIGUIYORO SANOUYA	Assainissement, espace vert commerce et gestion divers	Daoudabougou
50	GSE	GIE NET SERVICE ENTRTIEN	Assainissement, entretien au niveau des installations électriques	Baco-djicoroni ACI Sud
51	GS	GIE ESPACE ECOLOGIQUE	Assainissement, décoration de bureau, pose de moquette de tapi de rideaux, prestation	Badalabougou

			de service, fourniture de tout matériels de bureau	
52	GO	GIE OMEGA		Baco-djicoroni ACI
53	GCS	GIE CONNEX – Service BP	Sécurité, protection, aménagement, nettoyage, recrutement, placement, formation	Torokorobougou
54	GS	GIE SEDICO	Exploitation des parcelles rizicoles, assainissement, ramassage des ordures ménagères, nettoyage de marchés publics, nettoyages et entretien dans les services, désinsectisation	Daoudabougou Est
55	GGM	GIE GASED - Mali	Groupement et des sensibilisations pour l'environnement	Sabalibougou
56	ASYT	Association SIGUIDA Yiriwaton	Environnement, développement social économique,	Sabalibougou
58		Coopérative d'habitat DOU NI DJIGUI	Equipement/ construction des maisons	Quartier Mali
57		GIE DEN TAL	Entretien, nettoyage, déménagement, espace vert, parc, jardin, curage caniveaux	Kalaban-coura ACI
58		GIE JEE KABARA	Assainissement, curage de caniveaux, aménagement rural, fourniture de matériel de bureau et divers	Baco-djicoronie ACI
59		GIE FADLE	Education traduction entreprenariat, formation en langues locales Français, Anglais, Allemand	Baco-djicoroni

60		GIE ESPOIR	Education de base	Daoudabougou
61	IPECD	Club Démocrate dénommé initiative pour l'éducation citoyenne à la démocratie	Gouvernance local	Badalabougou SEMA GESCO
62		GIE BESSEYA WALE	Hygiène assainissement aménagement espace de loisir, valorisation de déchet et réalisation d'équipement sanitaire	Torokorobougou
63		GIE IDEAL BELEDOUGOU	Assainissement, aménagement et entretien des espaces verts, commerce général, génie civil, éducation et formation professionnelle, hydraulique et électricité transport agriculture, gardiennage, importation et l'exportation de matériels relatifs à cet objet	Badalabougou
64		GIE BAKO SERVICE	Assainissement création d'espace vert entretien des dits espaces	Kalaban-coura
65		GIE BRE-MA-NET	Assainissement création achat apport prise en location	Sabalibougou
66		GIE SANIYALY TILMENT	Assainissement nettoyage, curage des caniveaux, prestation des services	Baco-djicoroni
67		GIE CITY SERVICE	Nettoyage entretien désinfection des locaux, ramassage des ordures, travaux rénovation des locaux	Kalaban-coura



			commerce général, prestation de service	
68		GIE BATTASAR	Assainissement, hygiène, aménagement espace commerce général	Sabalibougou
69		GIE BALLAIE NET SERVICE	Assainissement nettoyage entretien des lieux public et privé, commerce général	Quartier Mali
70		GIE Société BK SARL	Maintenance Informatique assainissement cabinet d'étude et de transite électricité gardiennage etc.	Kalaban-coura
71		GIE ANEC	Hygiène assainissement	Kalanban-coura
72		GIE HAKIKA	Assainissement embellissement commerce général	Sabalibougou
73		GIE SOCIETE	Environnement et hygiène	Badalabougou
74	ASDE	GIE action solidarité pour la défense de l'environnement	Environnement, maintenance des sanitaires valorisations des échais aménagement et décoration	Kalaban-coura
75		GIE RAMATOULAYE	Nettoyage, assainissement général des voies routières embellissement, dallage etc.	Quartier Mali
76		GIE DIEYA	Assainissement assistance aux mairies, désinfection entretien et nettoyage	Kalaban-coura
77		GIE SIGUIDA KANOU	Réalisation de caniveaux, curage pavage de rue, BTP et travaux	Badalabougou

			particuliers ramassage d'ordure commerce général	
78		GIE SANAYATON	Assainissement, nettoyage curage, nettoyage espace vert	Torokorobougou

#### 4.2 Les associations professionnelles.

Le diagnostic a permis d'identifier quarante organisations professionnelles intervenant dans le domaine De l'artisanat repartis sur le territoire de la commune. Leur intervention dans la commune a permis De créer des emplois et d'améliorer les conditions de vie des membres.

**Tableau de répartition des artisans sur le territoire de la commune**

N°	Sigle	Noms	Domaines d'intervention	Activités réalisées	Zones d'intervention/ lieu
1	« MYT »	Mussoyirawatou : Association pour la mise en valeur des actions économiques des femmes	Artisanat	La mise en valeur des actions économiques des femmes (teinture, savonnerie)	Sabalibougou
2 1	« MACODEL »	Association « Actions économiques de développement local »	Artisanat	Promouvoir la recherche de données sur le métier de l'artisanat et les divers types de prestations : sensibilisation et éducation, apprentissage des métiers aux jeunes	Kalaban-coura
3 3	APTAB	Association pour le progrès des jeunes tailleurs	Artisanat	Initiation des jeunes au métier	Badalabougou
4 4	ATPOCV	Association des tailleurs professionnels et ouvriers de la commune V	Artisanat	Initiation des jeunes des deux sexes à la couture	Kalaban-coura ACI
5 5	ACB	Association des coiffeurs de Bamako	Artisanat	Exercice du métier	Kalaban-coura
6 6	AJTM	Association des jeunes tailleurs du Mali dont l'âge ne dépassant pas 45 ans	Artisanat	Apprentissage de la couture à d'autres jeunes moins âgés	Badalabougou
7 7	AMIFEKA	Association « mimi » pour le développement des femmes	Artisanat		Kalaban-coura

8	8	MTBAT	Association des travailleurs de bâtiment	Artisanat	Former les maçons	Quartier Mali
9	9	AFATSA	Association des femmes artisanes, teinturières et savonnières	Artisanat	Exercice de métiers	Sabalibougou plateau
10		ADG	Association djiguiyagnouman	Artisanat	Teinture	Kalaban-coura
11			Association Anninmattaf	Artisanat et culture	Sensibilisation et information	Sabalibougou
		ANGM	Association Niamoye Galla du Mali	Artisanat	Journée de salubrité et teinture	Badalabougou S éma I
12		AFC	Association des femmes coutrières	Artisanat	Apprentissage de la couture aux jeunes filles	Daoudabougou
13		AFCBD	Association des femmes coutrières Ba Djénéba « Youma confection »	Artisanat	Exercice de la couture	Daoudabougou
14		COOTRAN CV	Coopérative des transformatrices de la CV	Artisanat	Transformation des produits locaux	Dans les locaux de la chambre des métiers
6	1	ATH	Association des tisserands « HiméEyonmendé	Artisanat	Sensibilisation des jeunes sur l'apprentissage du tissage	Quartier Mali
	7 1	AMDP	Association malienne pour le développement de la plomberie	Artisanat	Sensibilisation sur les avantages de l'exercice du métier de la plomberie	Kalaban-coura
	-8 1		Association Taflyliste promouvoir les activités des artisanats forgeron	Artisanat	Sensibilisation des jeunes sur les avantages du métier	Sabalibougou
	9 1		Association des transformatrices agro-alimentaires « Senefennafaman CV	Artisanat	Formation sur les techniques de transformation locale des produits agricoles	Baco-djicoroni ACI
	0 2	A3T	Association des traditerraapeutes« terriyaton »	Médecine traditionnelle	Exercice et vulgarisation des médicaments traditionnels	Torokorobougou
	21		Association des femmes « Anonya Bara »	Gouvernance locale (genre)	Apprentissage de la teinture, fabrique de savon aux filles	Kalaban-coura plateau
	22	ATAC	Association des transformatrices agro-	Agro-alimentaires	Sensibilisation sur les avantages	Les 8 quartiers de la commune

		alimentaires de la CV		de la transformation au plan local des produits agricoles	V
23		Coopérative des femmes teinturières « Lolo Niyudouman	Artisanat	Exercice du métier et séances d'apprentissage aux jeunes filles	Kalaban-coura
24		Coopérative des femmes agro-transformatrices	Agro-alimentaire	Séchage et transformation des produits locaux	Daoudabougou
25		Coopérative des femmes teinturières	Artisanat	Journée de salubrité, apprentissage du métier aux jeunes filles	Bacodjicoroni
26		Union GADE	Artisanat	Assurer la mobilisation de ces membres	Entre Djicoroni et Sabalibougou
27		Association faso n'tloma « Contribue à la formation et à l'insertion socioprofessionnelle des filles	Education, Equité genre (Gouvernance locale)	Sensibilisation des jeunes filles sur l'importance de l'éducation	Badalabougou
28	CMD	Centre Maimouna DIARRA	Artisanat	Apprentissage de la couture, fabrique de bogolan et du savon local	BacoDjicoroni plateau
29	ASMB	Association des soudeurs, menuisier et bricoleurs	Artisanat	Exercice des métiers, apprentissage et formation	Quartier Mali
30	AMEREMO CV	Association des artisans mécaniciens et réparateurs de mobylettes	Artisanat	Apprentissage de la mécanique aux jeunes	Torokorobougou
31	UCAM	Union Communautaire des Artisans du Mali	Artisanat	Facilite les liens de collaboration entre les artisans de l'union, renforcement des capacités des membres	BacoDjicoroni
32	AB OV	Association des bijoutiers	Artisanat	Apprentissage du métier aux jeunes	Badalabougou
33	ADPPG	Association des photographes professionnels « Gundo »	Artisanat	Formation des jeunes dans l'exercice du métier	Quartier Mali
34	ADGYM	Association pour le	Sport	Sensibilisation	Daoudabougou

		développement de la Gymnastique		sur le bien fait de l'exercice physique	
35	AJAD/M	Association des jeunes artisans diplômés du Mali	Artisanat	Sensibilisation des jeunes en situation difficile	Kalaban-coura
36		Association fasokanu	Education et alphabétisation	Organisation des formations Alpha	Sabalibougou
37	APFB/MGAD	Association pour la promotion des femmes	Gouvernance locale	Journée de salubrité	Badalabougou
38		Association mussowdjigui pour la pratique de la formule associative basée sur la conférence et l'entraide mutuelle entre les femmes socialement et économiquement	Gouvernance locale	Formation sur la vie associative	BacoDjicoroni ACI
39	ABHPB	Association Benkadi des handicapés physiques de Badalabougou	Gouvernance locale	Instauration de la paix, l'entent, union et la solidarité entre les membres, défendre leurs intérêts	Badalabougou
40	CM	Chambre des métiers	Artisanat	La formation de plus de 10 000 artisans dans les différents domaines : marketing, gestion simplifiée, informatique, perfection dans les différents domaines, Organisation de 2 foires à Bamako, Promotion de l'artisanat au mali, en Russie, Algérie, Niamey, FEEBACK, Formation en secourisme en cas d'accident, Organisation de la semaine Sénégal-malienne de l'habillement et de mode,	

				Tenue du répertoire des métier Création de la mutuelle ( yiriwa) d'épargne et de crédit	
--	--	--	--	-----------------------------------------------------------------------------------------------	--

### 4.3 Les entreprise Bâtiments et travaux publics

La commune compte vingt (20) entreprises intervenant dans le domaine des bâtiments et travaux publics (BTP). Les entreprises identifiées ci-dessous donne plus de détail sur le siège des entreprises.

**Tableau: Entreprises BTP installés dans la commune**

N	Sigle	Nom	Location	Domaines d'intervention
1	EGK	Entreprise Générale Mamadou Konaté	Garantiguibougou 300 logement	Aménagement/Construction
2	MER/KES	Maliennne d'entre- tien et de Réalisation/ Kani Entreprise SARL	Badalabougou	Aménagement/Construction
3	SOTAC-SARL	Société Tambakoly et Compagnie	Badalabougou SEMAIL	Aménagement/Construction
4	EBT	Entreprise Baba Tangara	Baco-Djicoroni ACI	Aménagement/Construction
5	E.M.D.D	Entreprise Mohamed DallaskydaDabo	Badalabougou	Aménagement/Construction
6	E .MA.TRA	Entreprise Mamadou Traoré	Torokorobougou	Aménagement/Construction
7	ECOM	Entreprise de construction Mixte	Baco-Djicoroni	Aménagement/Construction
8	S.C.K.T-SARL	Société Koutialaise de Commerce et des Travaux	Baco-Djicoroni ACI	Aménagement/Construction
9	BILCO-SARL	Bil Construction	Guanrantiguibougou 300 Logements	Aménagement/Construction
10	ETIC-SARL	ETIC-SARL	Badalabougou	Aménagement/Construction

11	EBSC CONSTRUCTION	Entreprise Boubacar Sidiki Coulibaly Construction	Daoudabougou	Aménagement/Construction
12	ENTREPRISE NIONO	Entreprise Niono	Garantiguibougou 300 logements	Aménagement/Construction
13	EMK	Entreprise Mady Keita	Garantiguibougou 300 logements	Aménagement/Construction
14	G.D-SARL	GD-SARL	Kalaban-coura	Aménagement/Construction
15	MEGATEL-SA	MAGATEL-SA	Badalabougou	Aménagement/Construction
16	BOITE ENTREPRISE	BOITE ENTREPRISE	Daoudabougou	Aménagement/Construction
17	ENTREPRISE WASSA-BTP	Entreprise Wassa- BTP	BacoDjicoroni	Aménagement/Construction
18	BTPAR	BTPAR	Bacodjicoroni	Aménagement/Construction
19	SETI-SA	SETI-SA	Torokorobougou	Aménagement/Construction
20	E.GO.TRA	E.G.O.TRA	Torokorobougou	Aménagement/Construction

Source : organisation patronale des entreprises de construction décembre 2015)

## V Le paysage politique :

**Le paysage politique est animé par** trente-quatre (34) associations ou organisations politiques installées dans la commune. Sur ces 34 représentations politiques, cinq (5) sont représentés au sein du Conseil Communal.

Le conseil communal est composé de quarante cinq (45) Conseillers dont la répartition est la suivante :

- l'Union pour la République et la Démocratie : 14 conseillers ;
- l'ADEMA –PASJ : 12 conseillers ;
- le Mouvement patriotique pour le renouveau (MPR) : 7 conseillers ;
- le Congrès National d'Initiatives Démocratique (CNID) : 7 conseillers ;
- le Rassemblement pour le Mali(RPM) : 5 conseillers.

La commune est représentée par trois (3) Députés au sein de l'assemblée nationale dont deux (1) issus du RPM et un (1) de l'ADP-Mali.

## VI Les Ressources humaines de la Mairie :

Les ressources humaines au nombre cent soixante et un (161) agents sont composées des fonctionnaires de la Mairie, des conventionnaires et des fonctionnaires de l'Etat mis à disposition de la commune.

### 6.1Fonctionnaires de la Mairie :

Les fonctionnaires de la Mairie au nombre de cinquante (51) sont constitués d'administrateurs territoriaux, d'inspecteurs des finances locales, d'ingénieur territorial, d'adjoints s d'administration territoriale, d'adjoints de finances locales, de technicien territorial, de contrôleurs des finances locales, d'agents techniques de l'élevage et de secrétaires d'administration. Le tableau ci-dessous donne le détail sur le nombre d'agents par catégorie.

#### Fonctionnaires de la Mairie

Corps	Nombre	Catégorie
Administrateur territorial	3	A
Inspecteur finances locales	3	A
Ingénieur territorial	1	A
Adjoint d'administration territoriale	7	B
Technicien territorial	2	B
Attaché d'administration et attaché d'administration territoriale	11	B
Contrôleur des finances locales	5	B
Adjoint finances locales	16	B
Comptable gestionnaire des finances	1	B
Secrétaire d'administration	1	B
Agent technique d'élevage	1	B
<b>Total</b>	<b>51</b>	

#### 6.2 Les agents conventionnaires de la Mairie

Au nombre de 94 agents, les agents conventionnaires de la mairie sont de profils divers et mènent des activités au sein des différents services de la Mairie. Leur nombre et profil de formation sont mentionnés dans le tableau ci-dessous.

##### Agents conventionnaires de la Mairie

Catégorie	Nombre	Profession
A	9	Aménagiste (1), juriste (2), assistant juriste (2), développement social(2), comptable (1), agent de recouvrement (1)
B	30	Comptable, billeteur, régisseur, secrétaire bureautique, secrétaire de direction
C	10	Secrétaire dactylo, aide soignant, monitrice, chauffeur
D	18	Commis (1), aide archiviste (1), aide soignant (2), standardiste (1), développement social (2), régisseur (1), agent de recouvrement (5), chauffeur (3), planton (1)
E	27	Agent de recouvrement (2), planton (2), manœuvre (3) et chauffeurs (20)
<b>TOTAL</b>	<b>94</b>	

#### 6.3 Les fonctionnaires de l'Etat mis à la disposition de la Mairie



Seize (16) fonctionnaires de l'Etat de catégorie B et C sont mis à la disposition de la Mairie. Ils sont composés de d'adjoint d'administration, d'attachés d'administration, d'aide comptable, d'aide documentaliste, d'aide bibliothécaire, d'aide archiviste et de planton. Le tableau ci-dessous donne le détail des informations sur les fonctionnaires de l'Etat mis à la disposition de la Mairie.

#### Fonctionnaires de l'Etat mis à la disposition de la Mairie.

N°	Profession	Nombre	Catégorie
1	Adjoint d'administration	5	B
2	Attaché d'administration	1	C
3	Aide comptable	4	C
4	Aide documentaliste	3	C
5	Aide bibliothécaire	1	C
6	Aide archiviste	1	C
7	planton	1	C
<b>Total</b>		<b>16</b>	

#### VII Finances communales :

Les ressources financières de la commune proviennent des ressources propres recouvrées sur la base des prestations que la commune apporte aux usagers des services communaux, des recouvrements des impôts et taxes et des subventions/transfert des ressources via le Ministère en charge de l'éducation. Les fonds reçus dans le cadre de l'éducation servent à payer les salaires des enseignants fonctionnaires de la Mairie appelés fonctionnaires des collectivités territoriales.

#### 7.1 Ressources propres de la Mairie :

Les prévisions des ressources propres de la commune ont évolué d'une année à une autre mais il est à noter une amélioration progressive du taux de recouvrement : 53,71% en 2013 ; 56,59% en 2014 et 60,51% en 2015.

Les raisons évoquées pour justifier ces taux de recouvrement des impôts et taxes sont :

- L'incivisme de la population ;
- La méconnaissance de certains devoirs par les citoyens.

#### Ressources financières propres de la commune de 2013 à 2015

Année	Prévision en F CFA	Réalisation en F CFA	Pourcentage de recouvrement
2013	915 300 000	491 676 351	53,71 %
2014	948 300 000	536 736 102	56,59%
2015	894 800 000	541 486 598	60,51%

#### 7.2 Subventions de la commune

Dans le cadre de la prise en charge des salaires des enseignants, le Département en charge de l'éducation annuellement met à la disposition de la commune des fonds dans le cadre du transfert des ressources. Sur une prévision de 1 572 000 000 F CFA 2013, la commune a pu mobiliser 91,13%.

Les détails des prévisions et réalisations de 2013 à 2015, sont mentionnés dans le tableau ci-après.

**Ressources transférées à la commune dans le cadre de la prise en charge des salaires des agents de l'éducation**

<b>Année</b>	<b>Prévision en F CFA</b>	<b>Réalisation en F CFA</b>	<b>Pourcentage de recouvrement</b>
2013	1 572 000 000	1 432 599 210	91,13%
2014	2 020 500 000	1 649 390 655	81,63%
2015	2 260 500 000	2 116 951 792	93,64%

**VIII Objectifs et orientations**

**8.1 Vision :**

Pour définir sa vision, la commune V a tenu compte de celles du Mali et du district de Bamako.

Pour rappel, la vision du Mali est « *Conjuguer sagesse, authenticité et dynamisme pour faire du Mali, une Nation prospère, performante et moderne dont le peuple aura "su se saisir résolument de son propre devenir pour demeurer un Peuple uni dans sa riche diversité, tourné vers un But commun et ayant une Foi indéfectible en son avenir"* »

La vision du district de Bamako est "**Bamako, ville culturelle, moderne, sûre et prospère où il fait bon vivre** »

**En tenant compte des orientations du Mali et du district de Bamako**, la vision de la commune V, est « une cité verte, sécurisée, propre avec un cadre de vie prospère et épanoui ». Cette vision prouve que les différentes composantes de la commune mènent des activités dans les cinq ans à venir pour assurer la protection et l'exploitation rationnelle de l'environnement, la sécurisation des personnes et leurs biens et une cité où il y a la prospérité et l'épanouissement grâce au développement des richesses et surtout l'amélioration des conditions de vie de la population.

## **8.2 Orientations et objectifs**

La commune a défini ses orientations en tenant compte de celles du Mali et du district de Bamako

Pour assurer un développement harmonieux qui place les couches au centre du développement, la commune envisage de :

- Développer une école performante où l'éducation et la formation sont au cœur des préoccupations ;
- Créer plus d'emplois par la formation professionnelle;
- Améliorer la croissance économique à travers une cité prospère (économies et finances) ;
- Renforcer la sécurité des personnes et des biens ;
- Assurer le rayonnement culturel et sportif de la commune ;
- Améliorer l'offre des services sociaux dans une cité où le bien être est à la hauteur de l'offre ;
- Assurer une bonne politique de communication ;
- Faciliter l'accessibilité à grande échelle des énergies et l'eau potable ;
- Favoriser une cité propre envieuse avec un cadre de vie épanoui ;
- Favoriser une cité de sécurité et de confort de la mobilité ;
- Créer une cité verte débarrassée de toutes pollutions et nuisances.

Les orientations et objectifs définis tiennent compte des orientations du Gouvernement du Mali et du District de Bamako.

## **Début**

### **PLAN D'INVESTISSEMENT PLURIANNUEL(PIP) 2016-2020**

Conformément aux objectifs et vision définis, les activités prioritaires ont été définies pour une période de cinq (5) ans précisément la période 2016-2020. Les activités prioritaires programmées sont issues des différentes rencontres de diagnostics dans les quartiers, qui ont été hiérarchisées aussi à la mairie avec la participation des différents leaders communautaires, des services techniques, des personnes ressources et de tous les autres acteurs concernés par le processus de planification. Cet exercice a permis de faire la planification quinquennale suivante, fruit d'une large concertation.



	tenue semestrielle du conseil de gestion des services socio-sanitaires de la commune	commune V	10 000 000	x	x	x	x	x		50	50	
mise en œuvre non effective de la convention d'assistance mutuelle (CAM)	mise en œuvre effective de la CAM par les différentes parties	commune V	15 000 000	x						100		
	Renouvellement des équipements et matériels des CSCOMs	commune V	150 000 000		x	x	x	x		80		20 (cscocom)
Comités paritaires non fonctionnels	Dynamisation de 18 comités paritaires et mise en place de trois comités paritaires	commune V	10 000 000	x						100		
mauvaise gestion des organes de gestion des ASACO	supervision trimestrielle des activités de gestion et de fonctionnement de 18 organes des ASACO	commune V	6 000 000	x	x	x	x	x		100		
mauvaise gestion des déchets biomédicaux (DBM) dans les CSCOMs	Formation de 170 agents de santé en gestion DBM en 4 sessions	CSREF	20 000 000	x	x	x					100 (ABS)	
	Suivi semestriel de 170 agents de santé en gestion des DBM	commune V	8 000 000	x	x	x					100 ABS	
	dotation semestrielle de 18 CSCOMs en 54 poubelles	commune V	5 000 000	x						100		
	dotation annuelle de 18 CSCOMs en 18 tricycles	commune V	30 000 000	x	x	x	x	x		60		40 (CSCOM)
Mauvaise gestion des DBM au CSREF	Dotations en incinérateur électrique	CSREF	13 000 000	x						50	50 (CSREF)	



Faible mobilisation sociale dans la mise en œuvre des interventions (développement social, santé, promotion de la femme)	Création un cadre formel entre la mairie et le groupement des radios communautaires de la commune V	Commune V	16 000 000	x	x	x	x	x		100		
	Elaboration annuel du plan intégré de communication de la commune V	Commune V	14 000 000	x						50	50 (ABS)	
	Suivi annuel de 179 Sociétés coopératives	Commune V	10 000 000	x	x	x	x	x			100 (ABS)	
Absence de fonds pour la PEC des enquêtes sociales	Mise en œuvre de la PEC annuelle de 2400 enquêtes sociales	Commune V	6 000 000	x	x	x	x	x		100		
Insuffisance d'équipement au SDES	Equipement annuel du SDES	Commune V	5 000 000		x					100		
Absence de Pouponnière en Commune	Dotation de la Commune en pouponnière	Commune V	10 000 000		x					100		
Absence d'un centre communal d'autopromotion pour les femmes en Commune	Dotation de la Commune V en centre d'autopromotion	Commune V	10 000 000		x					100		
faible lutte contre les viloneces faites aux femmes	Organisation annuelle de 4 sessions de formation sur le mariage précoce et les méfaits de l'excision au bénéfice des élus communaux	Commune V	5 000 000		x						50 (ABS)	50 (Enda Mali)



	Organisation par an de 10 missions de suivi des structures intervenant dans le domaine de l'excision	Commune V	8 000 000	x	x	x	x	x			50 (ABS)	50 (enda Mali)
	Organisation annuellement de 10 sessions d'information et de sensibilisation pour 400 élèves des écoles fondamentales sur les méfaits de l'excision	Commune V	6 000 000	x	x	x	x	x			50 (ABS)	50 (Enda Mali)
	Organisation par an de 10 cadres de concertations sur les pratiques néfastes sur la santé des femmes et des filles	Commune V	6 000 000	x	x	x	x	x			50 (ABS)	50 (Enda Mali)
	Mise en œuvre de la PEC annuelle de 10 enfants abandonnés et retrouvés	Commune V	15 000 000	x	x	x	x	x		100		
Absence de siège pour la société civile	Dotations de la société civile en siège	Commune V	10 000 000		x					80		20 (Société civile)
Absence de comité de veille et d'alerte citoyenne	Mise en place 8 comités de veille et d'alerte citoyenne	Commune V	6 000 000	x						60		40 (Société civile)

	Formation des membres des bureaux de la société civile et des comités de veille et d'alerte citoyenne sur la mobilisation, la sensibilisation, la communication, la concertation et le dialogue social	Commune V	10 000 000	x							100	
Insuffisance de collaboration avec le conseil communal	Mise en place un cadre de collaboration étroite entre la société civile et le conseil communal	Commune V	0	x	x	x	x	x			100	
Non existence d'un fonds d'urgence dans la commune	Création par an d'un fonds d'urgence pour la prise en compte des préoccupations des populations à la base en matière de santé, de paix, l'éducation, de sécurité, d'assainissement et de sécurité alimentaire.	Commune V	100 000 000	x	x	x	x	x			100	
Insuffisance dans la sensibilisation des femmes sur leurs problèmes de santé	Sensibilisation 500 femmes par an et par quartier sur les intérêts du dépistage précoce et volontaire du cancer du sein et du col de l'utérus	Commune V	40 000 000	x	x	x	x	x				100 (ABS)

Non disponibilité de local pour les CDQ	Mise à disposition de bureau équipé pour les CDQ	Commune V	20 000 000		x					100		
Non existence de cadres de concertation des organisations de la société civile	Création d'un cadre de concertation entre les organisations de la société civile	Commune V	15 000 000	x	x	x	x	x		80		20 (Société civile)
Non évaluation annuelle du Plan de Développement Sanitaire de Cercle (PDSC) 2013-2017 tiré du PDSEC	Evaluation annuelle du PDSC de la Commune	Commune V	20 000 000	x	x	x	x	x			100 (ABS)	
	Elaboration d'un nouveau PDSC en fin 2017	Commune V	10 000 000		x						100 (ABS)	
TOTAL Secteurs Développement social, promotion de la femme et de la société civile			<b>341 000 000</b>									

Secteur jeunesse et sport, Objectif: Assurer le rayonnement culturel et sportif de la commune												
Objectif/ problème	Actions	Localisation	Coûts							Contribution financière		
				2016	2017	2018	2019	2020	Commune	Etat	Partenaires	
Dégradation des voies d'accès et des infrastructures sportives	Aménagement et réhabilitation des voies d'accès et infrastructures sportives	Torokorobougou BacoDjicoron i Kalabancoura Badalabougou u Sabalibougou u	50 000 000			x	x	x		40		60

Absence d'infrastructures sportives dans certains quartiers de la commune	Recherche et aménagement d'un terrain de sport dans la bande des 140 mètres de sabalibougou Est	Sabalibougou	10 000 000			x					100	
Manque d'engouement de la jeunesse vis-à-vis des activités sportives et culturelles	Organisation de la semaine culturelle et sportive	Commune	50 000 000		x						100	
La non fonctionnalité des maisons des jeunes	Aménagement, équipement et animation des maisons de jeunes	Commune	20 000 000			x					100	
Occupation illicite de la maison des jeunes de daoudabougou et KalabanCoura (garantiguibougou)	Libération de la maison des jeunes de daoudabougou et le site de KalabanCoura (Garantiguibougou)	Daoudabougou et KalabanCoura (Garantiguibougou)	300 000	x							100	
Manque d'intérêt des jeunes vis-à-vis de la chose publique	Formation à l'éducation à la citoyenneté (droit et devoir, connaissance des institutions de la république, ...)	Commune	2 000 000		x						50	50 (CNJ)
Total secteur sport et jeunesse			<b>132 300 000</b>									

**Sécurité : Renforcer la sécurité des personnes et des biens**

Insécurité	Construction de postes avancés de police	Commune	37 200 000			x					100	
Insuffisance des moyens de déplacement pour assurer la	Achat de 19 véhicules toyota Pic up	Commune	475 000 000			x	x	x		20	80	

sécurité	Entretien des véhicules des 19 véhicules/an	Commune	5 700 000	x						100		
	Engins à deux roues 19 motos	Commune	19 000 000			x	x	x		50	50	
	Entretien des 19motos/an	Commune	2 280 000			x	x	x		100		
	Carburant 19motos/mois	Commune	30 800 000			x	x	x		100		
	Carburant véhicules 19 Toyota	Commune	307 800 000		x	x	x	x		30	70	
Faible Sécurité des personnes et leurs biens	Installation des poteaux d'incendie dans les 18 marchés	Commune	252 000 000			x	x	x		100		
	Mise en place d'un cadre de concertation des forces de sécurité avec la société civile	Commune	1 000 000	x	x	x	x	x		100		
	Création de fourrières pour les animaux en divagation	Commune	10 000 000		x					100		
	Création des échangeurs	Commune	PM			x	x	x			100	
Manque de personnel subalternes à la police	Recrutement de nouvelles personnelles toutes catégories (subalternes et qualifiés)	Commune	PM	x	x						100	
Faible protection des femmes et enfants	Réalisation de bâtiments gardes à vue pour mineurs et femmes dans les commissariats	Commune	PM								Etat	
Faible sécurité des personnes et leurs biens	Aménagement de 100 rues les plus dégradées	Commune	PM	x	x		x	x		10		90

	Pose de ralentisseurs normés	Commune	10 000 000	x	x							100
	Installation de feux tricolores sur les principaux carrefours	Commune	PM	x	x				100			
	Eclairage des principales artères	Commune	15 000 000 000	x	x						100 (EDM-SA)	
	Mise en place du réseau communal des secouristes volontaires	Commune	60 000 000		x					40		60 (Axe en province)
	Dotation des services de sécurité en matériels informatiques	Commune	7 500 000		x					30	70	
	Total secteur Sécurité		<b>16 218 280 000</b>									

Protection civile: Renforcer la sécurité des personnes et de leurs biens												
Faible protection civile	Achat de 2 ambulances	Commune	120 000 000		x					20	80	
	Achat de 2 camions d'incendie	Commune	260 000 000		x					20	80	
	Construction et équipement de 2 postes de secours	Badalabougou Daoudabougou	120 000 000		x					20	80	
	Constitution d'un stock d'urgence catastrophe	Bacodjicoroni	80 000 000		x						100	
	Elaboration et la mise en œuvre du plan communal de sauvegarde	Commune	700 000 000			x	x	x		20		80 (Ex En Province )

	Achat d'équipements de protection individuelle pour le personnel de la protection civile	Commune	50 000 000		x					10	20	70 (Aixe en Province)
	Construction et équipement d'un centre médical d'urgence	BacoDjicoroni	40 000 000		x					50	50	
	Création d'un centre de formation des jeunes sapeurs pompiers volontaires	BacoDjicoroni	30 000 000		x					20	30	50 (Aixe en Province)
	Appui en carburant pour la protection civile	Commune	9 000 000		x	x	x			100		
Total secteur protection civile			1 409 000 000									

Secteur : Eau potable, Faciliter l'accès à l'eau potable												
Faible accès à l'eau potable	Création de bornes fontaines publiques pour les sites réhabilités	Tous les quartiers	50 000 000			x	x			10	50 (SOMA GEP/SA)	40 (WATER AID)
	Soutien aux bénéficiaires pour des branchements privés promotionnels (projet Kabala)	Tous les quartiers	200 000 000	x	x	x	x	x			100 (SOMA GEP/SA)	
Total secteur eau potable			250 000 000									

Secteur énergie												
-----------------	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--





Lutte contre les habitations spontanées	Poursuite des travaux de recasement de tous les déguerpis de la CV	Pour le territoire de la CV	75 000 000			x	x	x		20	80	
	Dotation des quartiers de la commune en plan de lotissement approuvés avec SIG	Pour le territoire de la CV	5 000 000			x				100		
	Renforcement du contrôle de toutes les constructions sur le territoire par la Brigade	Pour le territoire de la CV	5 000 000			x	x	x		100		
	Respect des délais d'acquisition des permis et autorisation et contrôle (création d'un guichet unique)	Pour le territoire de la CV	5 000 000			x				100		
	Sauvegarde et aménagement des édifices publics de la commune (places publiques et espaces verts)	Pour le territoire de la CV	5 000 000			x				100		
			<b>95 000 000</b>									

<b>Transport : Développer une cité de sécurité et de confort dans la mobilité par l'amélioration du trafic routier entre les quartiers et avec le centre ville</b>												
	Aménagement des voies pour faciliter le transport des personnes et leurs biens (routes communales)	tous les quartiers	2 000 000 000			x	x	x		2		98
	création des lignes de transport intra communales	Tous les quartiers	5 000 000			x	x	x		100		
Total secteur urbanisme /transport			<b>2 005 000 000</b>									
<b>Assainissement : Cité verte débarrassée de toutes pollutions et nuisances par l'aménagement des 100 rues les plus dégradées de la CV</b>												

(hygiène, assainissement et environnement)

4- Cité verte débarrassée de toutes pollutions et nuisances par l'aménagement des 100 rues les plus dégradées de la CV

(hygiène, assainissement et environnement)

Assainissement: Cité débarrasser de toutes les pollutions et nuisances par l'aménagement des 100 rues dégradées

	Information, sensibilisation et organisation des bénéficiaires d'ouvrages d'assainissement	Tous les quartiers	5 000 000			x	x	x		100		
	Pavage des caniveaux et éclairage publiques des 100 rues	Tous les quartiers	20 000 000 000			x	x	x		02		98
	Aménagement 5000 ouvrages d'assainissement autonomes avec puisards et accessoires	kalabancoura, Sabalibougou, Bakodjicoroni (Sokoura, plateau)	1 250 000 000	x	x					10		90 (AFD, SAD EV-autres partenaires)
	Installation ouvrages d'assainissement collectifs et semi collectif (mini égouts)	Badalabougou, Torokorobougou, Daoudabougou et Bacodjicoroni	1 200 000 000	x	x							100 (codéveloppement)
	aménagement des ouvrages anti érositifs	Sabalibougou et Daoudabougou	25 000 000	x	x	x						100 (codéveloppement)
	Acquisition et aménagement de terrain pour la création de dépôts de transferts et d'une décharge finale pour la rive droite	Sabalibougou et Daoudabougou, Kalabancoura, Bacodjicoroni	12 000 000 000			x	x	x		1	92,5	2,5 (Commune VI)
	Organisation des GIE en coopérative et leurs équipements	Tous les quartiers	45 000 000			x	x	x		100		

	Dotation de la Mairie en moyens d'évacuation des ordures (engins mécaniques)	tous les quartiers	1 000 000 000			x	x	x		5		95
	Valorisation des déchets (ordures ménagères, plastiques, biomédicaux, etc...)	Tous les quartiers	PM			x	x	x		Mairies		partenaires
<b>Total secteur assainissement</b>			<b>35 525 000 000</b>									

<b>Education: Développer une école performante où l'éducation et la formation sont au cœur des préoccupations</b>												
Situation irrégulière des écoles et des médersas	Régularisation ou fermeture	commune	PM	x	x					Mairie	CAP	
Absence de titre de propriété pour certaines écoles publiques	Acquisition de titre de propriété	Commune	PM	x	x					Mairie	CAP	
-Absence d'écoles publiques a Djicoroni ACI	-Création d'une école publique	Djicoroni ACI	PM	x	x					Mairie	CAP	
Insuffisance des salles de classes	démolition et reconstruction de salles de classes et équipements pour les 3 CAP	Kalabancoura, Bakodjicoroni et Torokorobougou	273 000 000			x	x	x		Mairie	Etat	
Insuffisance de bureaux de Directions	Constructions de local fonctionnel de directions pour les écoles et le personnel du	Kalabancoura, Bacodjicoroni et Torokorobougou	120 000 000			x	x			20	20	60



Emploi formation, Objectif: Créer plus d'emplois par la formation professionnelle												
Insuffisance d'Emploi	Création des PME	Commune	250 000 000		x						20	80 (BID;CA ECE)
	Réalisation de formation sur le perfectionnement des artisans		5 000 000		x						10	90 (CAECE)
	Création des CED		72 000 000		x					Mairie		BID;CA ECE
<b>Total formation professionnelle</b>			<b>327 000 000</b>									

Economie finances: Améliorer la croissance économique à travers une cité prospère												
Insuffisance des ressources	Aménagement des marchés	Saabalibougou, Kalabancoura, Badalabougou et Daoudabougou	11 000 000 000			x	x	x			10	90 (Chambre de commerce, Partenaires techniques et financiers)
	Sensibilisation des contribuables		2 000 000	x	x	x					100	
	Formation et équipement du personnel du service de recouvrement	Mairie	10 000 000	x	x	x	x	x			100	
<b>Total Economies Finances</b>			<b>11 012 000 000</b>									
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>73 118 658 000</b>									

**Fin**

## PLAN D'INVESTISSEMENT ANNUEL (PIA) 2016

<b>XI PLAN D'ACTION 2016</b>							
Contrainte	Activité	Localité	Coût estimatif	Année de réalisation	Contribution financière		
					2016	commune	Etat
<b>Secteur Santé : Améliorer l'offre des services sociaux dans une cité où le bien-être à la hauteur</b>							
existence de deux CSCOMs en location bail (ASCODA et ASACOKALKO)	Construction des infrastructures pour deux CSCOMs	Daoudabougou et Kalabancoura Koko	65 000 000	x		100% (ANICT)	
faible adhésion communautaire aux ASACO	Micro-planification annuelle au niveau des aires de santé avec tous les acteurs	commune V	25 000 000	x	mairie		
	tenue semestrielle du conseil de gestion des services socio-sanitaires de la commune	commune V	2 000 000	x	Mairie CV	CSREF	
mise en œuvre non effective de la convention d'assistance mutuelle (CAM)	mise en œuvre effective de la CAM par les différentes parties	commune V	15 000 000	x	Mairie CV		
Comités paritaires non fonctionnels	Dynamisation de 18 comités paritaires et mise en place de trois comités paritaires	commune V	10 000 000	x	mairie CV100%		

mauvaise gestion des organes de gestion des ASACO	supervision trimestrielle des activités de gestion et de fonctionnement de 18 organes des ASACO	commune V	12 000 000	x	mairie 50%	CSREF 50%	
mauvaise gestion des déchets bio médicaux (DBM) dans les ASACO	Formation de 170 agents de santé en gestion des déchets biomédicaux	Commune V	6 000 000	x		ABS	
	Suivi semestriel de 170 agents de santé en gestion des DBM	commune V	1 600 000	x		ABS	
	dotation semestrielle de 18 CSCOMs en 54 poubelles	commune V	5 000 000	x	mairie/ ASACO		
	dotation annuelle de 18 CSCOMs en 18 tricyles	commune V	10 000 000	x	Mairie		A
	Dotation en incinérateur électrique	CSREF	13 000 000	x	MairieCSCOMs (50%)	CSREF (50%)	
Non-paiement des quotes-parts du système de références/évacuation par la Mairie et les ASCO	Prise en charge des frais de référence d'évacuation des femmes en difficulté de travail	commune V	3 000 000	X	Mairie	CSREF	
	Suivi trimestriel des activités de la référence/évaluation	Commune V	8 000 000	x	Mairie (50%)	CSREF (50%)	
Inexistence d'un plan communal de prévention et de gestion des épidémies et catastrophes	Mise en place d'un plan communal de prévention des épidémies et catastrophes	commune V	8 000 000	x	Mairie		
TOTAL SECTEUR SANTE			<b>183 000 000</b>				

**Développement social, promotion de la femme et de la société civile: Objectif : Améliorer l'offre des services sociaux dans une cité où le bien être est à la hauteur de l'offre**

Faible mobilisation sociale dans la mise en œuvre des interventions (développement social, sante, promotion de la femme)	Création un cadre formel entre la mairie et le groupement des radios communautaires de la commune V	Commune V	3 200 000	x	Mairie		
	Elaboration annuel du plan intégré de communication de la commune V	Commune V	6 000 000	x	Mairie V	ABS	
	Suivi annuel de 179 Sociétés coopératives	Commune V	2 000 000	x		ABS	
Absence de fonds pour la PEC des enquêtes sociales	Mise en œuvre de la PEC annuelle de 2400 enquêtes sociales	Commune V	1 200 000	x	Mairie C V		
	Organisation par an de 10 missions de suivi des structures intervenant dans le domaine de l'excision	Commune V	1 600 000	x		ABS	enda Mali
	Organisation annuellement de 10 sessions d'information et de sensibilisation pour 400 élèves des écoles fondamentales sur les méfaits de l'excision	Commune V	1 200 000	x		ABS	Enda Mali



	Organisation par an de 10 cadres de concertations sur les pratiques néfastes sur la santé des femmes et des filles	Commune V	1 200 000	x		ABS	Enda Mali
	Mise en œuvre de la PEC annuelle de 10 enfants abandonnés et retrouvés	Commune V	3 000 000	x	Mairie CV		
Absence de comité de veille et d'alerte citoyenne	Mise en place 8 comités de veille et d'alerte citoyenne	Commune V	6 000 000	x	Mairie (60%)		Société civile (40%)
	Formation des membres des bureaux de la société civile et des comités de veille et d'alerte citoyenne sur la mobilisation, la sensibilisation, la communication, la concertation et le dialogue social	Commune V	10 000 000	x	Mairie		
Insuffisance de collaboration avec le conseil communal	Mise en place un cadre de collaboration étroite entre la société civile et le conseil communal	Commune V	0	x	Mairie CV		

Non existence d'un fonds d'urgence dans la commune	Création par an d'un fonds d'urgence pour la prise en compte des préoccupations des populations à la base en matière de santé, de paix, l'éducation, de sécurité, d'assainissement et de sécurité alimentaire.	Commune V	20 000 000	x	Mairie CV		
Insuffisance dans la sensibilisation des femmes sur leurs problèmes de santé	Sensibilisation 500 femmes par an et par quartier sur les intérêts du dépistage précoce et volontaire du cancer du sein et du col de l'utérus	Commune V	8 000 000	x	Mairie CV	ABS	
Non existence de cadres de concertation des organisations de la société civile	Création d' un cadre de concertation entre les organisations de la société civile	Commune V	3 000 000	x	Mairie CV		
Non évaluation annuelle du Plan de Développement Sanitaire de Cercle (PDSC) 2013-2017 tiré du PDSEC	Evaluation annuelle du PDSC de la Commune	Commune V	4 000 000	x		ABS	
TOTAL Secteurs Développement social, promotion de la femme et de la société civile			<b>70 400 000</b>				

<b>Secteur jeunesse et sport, Objectif: Assurer le rayonnement culturel et sportif de la commune</b>							
Objectif/ problème	Actions	Localisation	Coûts	2016	Contribution financière Commune	Etat	Partenaires
Occupation illicite de la maison des jeunes de daoudabougou et KalabanCoura (garantiguibougou)	Libération de la maison des jeunes de daoudabougou et le site de KalabanCoura( Garantiguibougou)	Daoubougou et KalabanCoura (Garantiguibougou)	300000	x	Mairie		
<b>Total secteur sport et jeunesse</b>			<b>300 000</b>				

<b>Sécurité : Renforcer la sécurité des personnes et des biens</b>							
	Entretien des véhicules des 19 véhicules/an	Commune	5 700 000	x	Mairie		
	Entretien de 19 motos/an	Commune	2 280 000	x	Mairie		
	Dotation en carburant de 19 motos		10 260 000	x	Mairie		
	Mise en place d'un cadre de concertation des forces de sécurité avec la société civile	Commune	1 000 000	x	Mairie		
Faible sécurité des personnes et des biens	Pose de ralentisseurs normés	Commune	5 000000	x			partenaire

	Installation de feux tricolores sur les principaux carrefours	Commune	PM	x		Etat	
	Eclairage des principales artères	Commune	15 000 000 000	x		Etat/ED M-SA	
Total secteur Sécurité			<b>15 024 240 000</b>				

<b>Secteur : Eau potable, Objectif : Faciliter l'accès à l'eau potable et à l'énergie à 80% de la population communale</b>							
	- Soutien aux bénéficiaires pour des branchements privés promotionnels (projet Kabala)	Tous les quartiers	150 000 000	x		SOMA GEP/S A	
Total secteur eau potable			<b>150 000 000</b>				

<b>Développer une cité de sécurité et de confort dans la mobilité par l'amélioration du trafic routier entre les quartiers</b>							
Assainissement: Cité débarrassée de toutes les pollutions et nuisances par l'aménagement des 100 rues dégradées	Pavage, caniveaux et éclairage des 100 rues		10 000 000 000	x		Mairie (1%)	AFD, SADEV- autres partenaires
	ouvrages d'assainissement collectifs et semi collectif (mini égouts)	Badalabougou, Torokorobougou, Daoudabougou et Bacodjicoroni	700 000 000	x			codéveloppement
	500 ouvrages d'assainissement autonomes puisards et accessoires	Kalabancoura, Sabalibougou, Bacodjicoroni (Sokoura plateau)	1 250 000 000				

	aménagement des ouvrages anti érosifs	Sabalibougou et Daoudabougou	10 000 000	x			codéveloppement
<b>Total secteur assainissement</b>			<b>11 960 000 000</b>				

<b>Education: Développer une école performante où l'éducation et la formation sont au cœur des préoccupations</b>							
Situation irrégulière des écoles et des médersas	Régularisation ou fermeture	commune	PM		Mairie	CAP-Académie	
Absence de titre de propriété pour certaines écoles publiques	Acquisition de titre de propriété	Commune	PM		Mairie		
Absence d'écoles publiques a Djicoroni ACI	Création d'une école publique	Djicoroni ACI	PM		Mairie		
Absence de boites de pharmacies dans les directions des écoles publiques	dotation de 123 écoles en boite de pharmacie	Commune	12 300 000	x		Etat	
Mauvaise gestion des CGS	Applications des textes, la signature des conventions entre la Mairie et les CGS	Commune	PM	x	Mairie	CAP-Académie	
<b>Total secteur éducation</b>			<b>12 300 000</b>				

<b>Emploi formation, Objectif: Créer plus d'emplois par la formation professionnelle</b>							
<b>Total formation professionnelle</b>							

<b>Economie finances: Améliorer la croissance économique à travers une cité prospère</b>							
Faible mobilisation des ressources financières	Sensibilisation des contribuables		1 000 000	x	Mairie		
	Formation et équipement du personnel du service de recouvrement	Mairie	2 000 000	x	Mairie		
Total Economies Finances			<b>3 000 000</b>				
TOTAL GENERAL			<b>27 403 240 000</b>				

Il est prévu d'investir vingt sept milliards quatre cent trois millions deux cent quarante milles francs cfa (27 403 240 000 F CFA) représentant 37,47% du budget total. Les secteurs assainissement et sécurité et protection des personnes occupent 98, 47% du coût total. L'électrification des artères principales de la commune par l'EDM/SA et l'Eta représentent 54, 47% du coût des activités du PDESC prévue cette année, 2016 tandis que l'assainissement atteint 43,64% du budget 2016. La commune a ciblé l'Agence française de développement, la Sadev, le Codéveloppement pour mobiliser les fonds des projets d'assainissement. La mise en œuvre des ouvrages d'assainissement est en cours de réalisation.

La Mairie assurant la maîtrise d'ouvrage mobilisera sur fonds propres une somme de 208 940 000 f cfa pour participer à la mise en œuvre des activités de 2016. La part de la commune augmentera plus avec la mobilisation des droits de tirage de l'ANICT

## **X II Participation de la commune dans le financement des activités de 2016**

En 2016, la commune participation dans le financement des activités de six (6) domaines.

La répartition de sa participation est mentionnée dans le tableau suivant.

### **Participation de la commune dans le financement du PDESC pour l'année 2016**

Domaine	Montant total en F CFA	Participation de la commune en F CFA
Santé	<b>183 000 000</b>	92 000 000
Développement social, promotion de la femme et de la société civile	70 400 000	47 400 000
Sport	300 000	300 000
Sécurité	<b>15 024 240 000</b>	19 240 000
Assainissement	<b>11 960 000 000</b>	50 000 000
Finances communales	3 000 000	3 000 000
Total	27 240 940 000	211 940 000

### XIII FINANCEMENT DU PDESC

Le PDESC de la commune V pour la période de 2016- 2020 est le fruit d'une large concertation communautaire. Les services techniques de l'Etat, les services de la commune, la société civile, les organisations non gouvernementales nationales et internationales, les élus communaux et les personnes ressources ont pris part à ce grand chantier de planification quinquennale. Les activités prioritaires par l'ensemble des acteurs ont été programmées pour une période de cinq ans. Le financement des activités sera assurée par la Mairie, l'Etat, les partenaires extérieures et autres (société civile, bénéficiaires)

La commune participera à hauteur de 12, 24% soit huit milliards sept cent cinq six millions deux quatre vingt neuf mille deux cent francs CFA ( 8 756 289 200 F CFA), l'Etat à hauteur de trente six milliards cinq cent quatre vingt quatorze millions douze mille francs cfa (36 594 012 000 F CFA) soit 51, 18%, les partenaires extérieurs participent pour 36, 44% soit vingt six milliards cinquante six millions cinq cent quatre vingt treize mille huit cent francs CFA (26 056 593 800 F C FA soit 36,44%).

#### Répartition du budget entre les partenaires

N°	SECTEUR	MONTANT EN F CFA	SOURCE DE FINANCEMENT EN F CFA			
			MAIRIE	ETAT	PARTENAIRES EXTERIEURS	AUTRES
	Santé	778 000 000				
	Développement social, promotion de la femme et société civile	341 000 000				
	Jeunesse et sport	132 300 000	77		23	
	Sécurité	16 218 280 000				
	Protection civile	1 409 000 000				
	Accès eau potable	250 000 000	2	90	8	
	Energie	5 000 000 000		100		
	Urbanisme/habitat	95 000 000				
	transport	2 005 000 000		3		97
	Assainissement	35 525 000 000				
	Education	803 300 000				
	Formation professionnelle et emploi	327 000 000	22		78	
	Economies et finances	11 012 000 000	10	30	60	
	<b>Total</b>	<b>73 118 658 000</b>				

## I. CADRE INSTITUTIONNEL DE MISE EN ŒUVRE ET DE SUIVI-EVALUATION DU PDESC DE LA COMMUNE

L'exécution du PDESC est une activité constante qui requiert l'engagement de tous les acteurs du développement intervenant dans la Commune. Le PDESC est un document de planification efficace qui porte sur le moyen terme et doit permettre de contribuer au développement harmonieux de tous les quartiers de la Commune.

Au Mali, la plupart des Collectivités Territoriales ne mettent pas en place un dispositif institutionnel pour le suivi de la mise en œuvre du PDESC et son évaluation. Il est impérieux de définir un mécanisme opérationnel de suivi et d'évaluation du PDESC pour s'assurer que les différentes actions prévues sont effectivement en train d'être mises en œuvre et que les objectifs retenus sont en voie d'être atteints. En revanche, des mesures correctives doivent être envisagées. Le mécanisme de suivi et d'évaluation exige de définir :

- les organes ;
- les acteurs ;
- les méthodes et procédures ;
- les outils ;
- les mesures d'accompagnement

### 1.1 Les organes

Les organes ci-après seront retenus.

i. **le Conseil communal** : il a le portage institutionnel et politique de la mise en œuvre du PDESC.

#### ii. **une cellule technique de suivi de la mise en œuvre du PDESC**

Il sera créé auprès du Maire de la Commune, une cellule technique jouant le rôle d'un secrétariat permanent de suivi de la mise en œuvre du PDESC, cela afin de donner un caractère spécifique et durable au suivi. Cette structure légère sera présidée par le 1<sup>er</sup> adjoint du Maire et comprendra :

- 02 élus du Conseil communal;
- le Secrétaire Général de la Mairie;
- 02 responsables des services techniques de la Commune ;
- 01 représentant du SLPSIAP ;
- 01 représentant des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) de la Commune.

#### ii. **le Comité Régional d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement (CROCSAD)**

Il constitue l'organe de pilotage stratégique du suivi du PDESC. Sa composition, ses missions et son fonctionnement sont prévus par le Décret N° 08-095/P-RM du 21 février 2008 portant création des Comités Régionaux, Locaux et Communaux d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement. A travers ses commissions thématiques, il travaille en étroite collaboration avec la Cellule Technique pour la collecte, le traitement et l'analyse des informations nécessaires à la production de rapports d'étape. Le CROCSAD propose des outils de collecte et d'analyse à la Collectivité Territoriale.

#### iii. **les Comités Communaux d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement (CCOCSAD)**

Ils sont les démembrements du CROCSAD au niveau du District de Bamako et sont présidés par le Gouverneur ou son représentant. Ils renseignent périodiquement les indicateurs et outils de suivi des



actions menées à l'échelle Cercle/Commune du District de Bamako et pour les remonter au niveau de la Collectivité Territoriale. Ils veilleront également à la cohérence entre les documents d'orientation et de planification existants à l'échelle nationale et régionale et les PDESC élaborés au niveau Cercle/ Commune du District de Bamako.

ORGANES	MISSIONS	COMPOSITION
<b>Conseil Communal</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• portage institutionnel et politique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Président de la CT</li> <li>• Adjoint au Président de la CT ;</li> <li>• Conseillers communaux</li> </ul>
<b>Cellule technique de suivi de la mise en œuvre du PDESC</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• recherche de partenariat</li> <li>• consolidation des rapports sectoriels;</li> <li>• production de rapports périodiques ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 02 élus ;</li> <li>• SEGAL ;</li> <li>• 02 CT Mairie</li> <li>• 01 représentant DRPSIAP</li> <li>• 01 représentant des PTF</li> </ul>
<b>CROCSAD</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• élaboration d'outils ;</li> <li>• production de rapports périodiques sectoriels ;</li> <li>• renseignement des indicateurs et outils de suivi des actions menées ;</li> <li>• remontée des informations au niveau de la Cellule ;</li> <li>• validation des rapports produits par la CT</li> </ul>	Voir Décret N° 08-095/P-RM du 21 février 2008
<b>CCOCSAD</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• production de rapports périodiques sectoriels ;</li> <li>• renseignement des indicateurs et outils de suivi des actions menées ;</li> <li>• remontée des informations au niveau de la Cellule ;</li> </ul>	Voir Décret N° 08-095/P-RM du 21 février 2008

## 1.2 Les acteurs

- l'Etat ;
- le Conseil Communal ;
- les Services techniques ;
- la Société civile ;
- les Partenaires Techniques et Financiers ;
- les Populations
- le Secteur Privé.

ACTEURS	ROLES
<b>Etat</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• contrôle de la légalité ;</li> <li>• mise en cohérence des documents de planification avec les politiques publiques ;</li> <li>• appui- conseil ;</li> <li>• facilitation de la mobilisation des ressources financières, matérielles et humaines ;</li> <li>• suivi de la mise en œuvre des compétences transférées ;</li> </ul>
<b>Conseil Communal</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• recherche de partenaires ;</li> <li>• financement des activités</li> <li>• exercice de la maîtrise d'ouvrage des investissements ;</li> <li>• favoriser l'inter collectivité ;</li> <li>• coordination des actions collectives de développement ;</li> <li>• appui au mécanisme de suivi –évaluation ;</li> <li>• mise en cohérence du développement de l'espace communal</li> </ul>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• renseignement des indicateurs et outils de suivi ;</li> <li>• remontée des informations au niveau CT;</li> <li>• mise en œuvre de la partition communale ;</li> </ul>
<b>Société civile</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• respect des orientations ;</li> <li>• appui financier/technique ;</li> <li>• appui –conseil ;</li> <li>• sensibilisation et mobilisation des populations ;</li> </ul>
<b>Partenaires Techniques Financiers</b> et	<ul style="list-style-type: none"> <li>• mise à disposition de ressources financières et/ou humaines ;</li> <li>• appuis techniques ;</li> <li>• participation à la Cellule technique de suivi ;</li> </ul>
<b>Secteur Privé</b>	Contractualisation pour la réalisation d'investissements pour le développement territorial
<b>Populations</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• adhésion populaire ;</li> <li>• respect des engagements</li> <li>• facilitations à tous les niveaux</li> </ul>

## **1.3 Les Stratégies de mise en œuvre**

### **1.3.1 La diffusion et la communication**

Le document du PDESC mérite d'être connu à tous les niveaux et en toutes circonstances. Il doit également faire l'objet d'appropriation par tous les acteurs au développement aussi bien à l'intérieur de la Commune que par les partenaires installés ailleurs. Cela requiert avant sa mise en œuvre une campagne de promotion et de vulgarisation à grande échelle pour une meilleure appropriation par les acteurs concernés (État, collectivités territoriales, organismes de la société civile, communautés, partenaires au développement, organismes de financement, etc.). La diffusion et la communication constituent à cet effet des activités de toute importance qui doivent être conduites par le Conseil communal.

Les activités porteront sur :

- la multiplication du document ;
- la distribution du document à tous les acteurs aux différents niveaux ;
- l'organisation d'ateliers d'appropriation ;
- le positionnement dans les rayons des centres de documentation, les bibliothèques publiques, les salles de lecture publique, etc,
- le positionnement sur les sites Web les plus en vue dans le pays;
- la conception et la diffusion de CD du PDESC ;
- la conception et la diffusion de magazines sur les médias nationaux, régionaux, locaux et les radios communautaires;
- la conception et la diffusion d'articles dans la presse écrite ;
- etc.

### **1.3.2 Le renforcement de la base de données du Conseil communal**

Un système de suivi et d'évaluation performant n'est possible sans la mise en place d'un dispositif opérationnel de collecte, de traitement, d'analyse et de dissémination de statistiques fiables et à jour. Dans les bases de données existantes du Système d'Informations Géographiques (SIG). Il convient donc dans le cadre de la mise en œuvre du PDESC de :

- renforcer les capacités institutionnelles, matérielles et humaines de la Cellule SIG au niveau du District;
- élaborer des outils de collecte d'informations plus performants ;
- opérer régulièrement des collectes ;
- créer dans la base un volet spécifique sur le PDESC de la commune.

### **1.3.3 Le Financement**

La mise en œuvre du PDESC sur une période de 05 ans mobilisera d'importants moyens financiers qui dépassent la seule capacité de la Commune. D'une manière générale, le PDESC sera financé à travers les moyens couramment mobilisés pour financer le développement économique et social. Il s'agit des ressources des collectivités locales, de l'apport de l'Etat, de la contribution des partenaires au développement, du privé et autres acteurs du développement. Tous ces acteurs joueront leurs rôles de manière à permettre le financement des activités.

#### **✓ L'Etat**

En raison de ses fonctions régaliennes et sa puissance économique, la contribution de l'Etat sera sollicitée pour la mise en œuvre du PDESC notamment à travers l'ANICT, le Budget Spécial d'Investissement (BSI). En effet, le financement public des programmes sectoriels qui ont des répondants au niveau du PDESC de la Commune IV de Bamako constituera la participation nationale à la mise en œuvre du plan de développement quinquennal.

#### **✓ Les collectivités territoriales.**

Elles sont les premières actrices concernées et devront dans les limites de la légalité générer les fonds nécessaires pour le financement des activités, chacun en ce qui lui concerne sa partition territoriale. A cet effet, la commune doit développer des mécanismes pour améliorer ses recettes internes notamment le recouvrement des impôts et taxes et les services payants aux populations.

✓ **Les Partenaires Techniques et financiers (PTF)**

Il est attendu des PTF aux plans bilatéral et multilatéral d'accompagner la mise en œuvre du PDESC à travers la coopération décentralisée. Plusieurs autres formes de financement des PTF devront permettre de disposer des ressources financières importantes.

✓ **La Société Civile et le Secteur Privé**

Les composantes de la Société civile et du Secteur privé pourront contractualiser avec la Commune pour réaliser des investissements publics et des actions d'envergure communautaire ou communale.

✓ **Les instruments financiers pourront être :**

- le Budget National ;
- le Budget Spécial d'Investissement ;
- les Budgets de CT (fonds propres)
- l'Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales (ANICT) ;
- le Fonds Local d'Aménagement du Territoire (FLAT) ;
- le Fonds Régional d'Aménagement du Territoire (FRAT) ;
- le Fonds National d'Aménagement du Territoire (FNAT).

#### 1.3.4 Les formes de suivi et d'évaluation

- ***l'auto évaluation*** ou l'évaluation par soi-même est le processus par lequel le Conseil communal procède à l'appréciation / jugement des résultats atteints avec comme finalité de s'améliorer et d'améliorer la mise en œuvre des actions futures. Elle peut se réaliser avec ou sans assistance d'acteurs extérieurs au milieu et se fonde sur la participation responsable des acteurs directs (élus communaux, chefs de quartiers, les responsables des services communaux, des services techniques déconcentrés de l'Etat, des organisations de la société civile, des organisations socioprofessionnelles à but lucratif et non lucratif, et des partenaires au développement. Les techniques et outils doivent être sélectionnés en adéquation avec le niveau des populations.
- ***le suivi-évaluation interne*** concerne essentiellement la structure responsable du projet ou du programme de développement afin de pouvoir en assurer une gestion stratégique. Elle est considérée comme une fonction interne importante à intégrer dans le cadre organique de la structure de planification de la Commune.
- ***le suivi-évaluation conjoint*** suppose une démarche d'évaluation impliquant plusieurs niveaux d'intervention sous la responsabilité et la coordination du niveau supérieur. Elle se fonde sur les résultats des niveaux d'auto évaluation et de suivi-évaluation interne et croise les différents résultats pour des synthèses dynamiques.
- **Principe général de fonctionnement des systèmes de suivi-évaluation** : autant les trois niveaux institutionnels de planification locale sont intégrés et mis en cohérence, autant les dispositifs de suivi-évaluation, tout en étant relativement spécifiques et autonomes, doivent être en symbiose et en complémentarité.

En outre, l'élaboration des outils de suivi-évaluation, en tenant compte des objectifs, objets, niveaux et méthodes d'évaluation, relèvent des acteurs directs du programme de développement. Ils ne doivent pas être très nombreux et leur contenu doit être simple, adapté aux capacités locales.

Enfin pour objectiver tout système de suivi-évaluation il importe de définir au préalable une batterie d'indicateurs objectivement vérifiables et mesurables.

Ces indicateurs ne peuvent pas non plus être définis en dehors des populations et autres acteurs du développement. Toutefois, en matière de planification régionale et locale les indicateurs peuvent être élaborés autour des préoccupations majeures suivantes :

- indicateurs liés à l'efficacité (atteinte des objectifs) à l'efficience (utilisation des moyens) impact des actions réalisées ;
- indicateurs liés au degré d'implication des participants aux différentes phases de la démarche de planification locale ;
- indicateurs liés au degré de responsabilisation et de respect du rôle de chaque partenaire engagé dans la démarche ;
- indicateurs liés à l'intériorisation et à la mise en application correcte de la philosophie et des orientations stratégiques de la démarche.

Comme tout système de suivi-évaluation celui du PDESC se fera également à des moments privilégiés à savoir au démarrage de l'action, en cours d'exécution et à la fin.

**Conclusion/ recommendations**

### III Annexes

#### Listes de présence à l'atelier de planification

N°	Noms et prénoms	Fonction
1	Amadou Wattara	3 <sup>ème</sup> adjoint/président comité de pilotage
2	Souleymane Fofana	Policier, 11 <sup>ème</sup> arrondissement
3	Moussa Sidibé	Policier, 4 <sup>ème</sup> arrondissement
4	AdjudentFama Sidibé	Brigade territoriale Faladié
5	Inspecteur Mamadou Sidibé	15 <sup>ème</sup> Arrondissement
6	TenimCoumba Sidibé	Service urbanisme commune V
7	Paul Mohamed Bouaré	Agent AGIDE Bamako
8	Gouro Landouré	Responsable DRUH-DB Commune V
9	Mme GakouAssétou Keïta	Agent urbanisme
10	Moussa Coulibaly	Druh-District de Bamako
11	Ibrahima Wologuem	SOMAGEP-SA
12	Moussa Bah	CPECE
13	Cheick B Sissoko	SOMAGEP-SA
14	SidikiKéléma	Service d'hygiène
15	Bakary Kané	Direction régionale de l'assainissement
16	Modibo Coulibaly	DSUVA
17	Mme KoïtaHalimata D Maïga	Présidente Société civile commune V
18	Modibo Bagayogo	SLDSES
19	Touré KadiatouMagassouba	SLPFEF
20	Mariétou M Kansaye	Stagiaire AGIDE
21	Sory Ibrahima Doumbia	Coordinateur CDQ commune V
22	Dr Mariam T Traoré	Médecin Direction régionale Santé BKO
23	Dr Adama Dembélé	Médecin CSREF commune V
24	Mamadou Sine Traoré	2 <sup>ème</sup> adjoint Mairie CV
25	Boubacar Condé	Elu municipal
26	Mamadou Camara	Service de la jeunesse
27	Mme Dembélé Fatoumata	CAFO
28	Modibo Traoré	Elu municipal
29	Mme Diabaté Fatoumata Dimbana	Elue municipale
30	Aba Touré	Elu municipal
31	Alassane Maïga	Directeur Adjoint CAP Kalabancoura
32	Modibo Diallo	CAP Torokorobougou
33	Aly Nienta	CAP Bacodjicoroni

34	Coumba Kanté	Chef service financier Mairie CV
35	Sidiki Magassouba	Chef service développement communautaire
36	Mme Coulibaly Madina Diamouténé	SLPSIAP commune V
37	Amadou Dagnon	BUPE Commune V
38	Ousmane Bah	Secrétaire Général CV
39	Gangaly Tounkara	Elu municipal
40	Bréhima THIERO	Consultant AGIDE
41	Amadou Diadié Cissé	Coordinateur élaborat PDESC AGIDE
42	Sourou Dembélé	Mairie commune V
43	Seydou Mohamed Touré	AGIDE
44	Abdramane Samassékou	AGIDE
45	Mamadou Traoré	4 <sup>ème</sup> adjoint au Maire
46	Mme Camara Mariam Bagayoko	Elue municipale
47	Magnan Coulibaly	DRPFEF du district de Bamako
48	Oualamako Traoré	Chef service SACPIV commune V
49	Iroud Ag Ahmed Iknan	Directeur CAP Torokorobougou
50	Modibo Diakité	Conseil national de la jeunesse CV



